

# Ras-le-bol de l'illisibilité fiscale

LE MONDE | 29.09.2013 à 15h40 • Mis à jour le 30.09.2013 à 09h56 |

*Par Thibault Gajdos (directeur de recherche au CNRS)*

Cela a commencé pianissimo, par le doux roucoulement de pigeons (souvent voyageurs) ; puis tel syndicat patronal, piano, piano, l'a recueilli et glissé adroitement à l'oreille d'un ministre. D'éditoriaux en reportages, il rampe et chemine. Puis tout à coup, on ne sait comment, il devient *"un crescendo public, un chorus universel de haine et de proscription. Qui diable y résisterait ?"*. La calomnie ? Non. Beaumarchais me pardonne : le "ras-le-bol fiscal" !

Ne manquaient que les sondages : c'est chose faite. Plus de huit Français sur dix, selon un sondage abondamment cité de l'institut CSA pour le journal *Nice-Matin*, éprouveraient ce sentiment et refuseraient catégoriquement de payer davantage d'impôts pour réduire le déficit public.

Soulignons d'abord le caractère pour le moins vague du sentiment de "ras-le-bol fiscal". S'agit-il d'une révolte des contribuables pressurés par un impôt écrasant ? Doit-on l'interpréter comme l'agacement des citoyens face à des réformes incessantes et souvent incompréhensibles, qui rendent l'impôt illisible ? A moins que ce ne soit qu'un signe de défiance à l'égard d'une fiscalité que peuvent, en grande partie, contourner les contribuables les plus riches ?

## **REJET DE L'AUSTÉRITÉ**

L'enquête Eurobaromètre, menée deux fois par an sous l'auspice de la Commission européenne, apporte un éclairage intéressant. Les personnes interrogées doivent citer les deux problèmes principaux auxquels fait face, selon eux, leur pays. La taxation était citée par 6 % des Français interrogés en 2003. Depuis, ce chiffre n'a quasiment pas varié : il était de 5 % en mai 2013. On est loin de la fronde fiscale. A titre de comparaison, la proportion de Français citant l'emploi est passée de 51 % en 2003 à 66 % en 2013.

Quant à la faible disposition des Français à payer plus d'impôts pour "*contribuer au redressement des comptes publics et à la baisse des déficits*" constatée par l'institut CSA, il faut sans doute y lire davantage un rejet de la politique d'austérité qu'un refus de la dépense publique. Selon l'European Value Survey, un autre sondage européen, 30 % des Français jugeaient en 2008 qu'il fallait accroître les impôts, 30 % qu'il fallait les réduire et 40 % qu'il fallait les maintenir à leur niveau actuel.

ment reçoivent un large soutien des Français.

## **SÉCURITÉ SOCIALE**

Et c'est sans doute là l'essentiel de l'affaire. Les prélèvements obligatoires sont en effet répartis entre les administrations centrales de l'Etat, les administrations de sécurité sociale, les administrations locales et l'Union européenne. Entre 1980 et 2011, les prélèvements de l'Union européenne sont restés inférieurs à 1 % du produit intérieur brut (PIB), ceux des collectivités locales ont augmenté, passant de 3 % à 6 % du PIB, ceux de la Sécurité sociale de 17 % à 24 % du PIB, et ceux des administrations centrales de l'Etat ont diminué, passant de 19 % à 14 % du PIB. Et c'est bien parce que les prélèvements ont été massivement orientés vers la Sécurité sociale (pensions, santé, prestations sociales) que les Français ne rejettent pas l'impôt.

Les Français ne veulent pas moins d'impôt : ils veulent un impôt plus juste, qui permette de financer la protection sociale. Vouloir miner ce consensus en agitant un prétendu "ras-le-bol fiscal" n'est pas seulement malhonnête : c'est dangereux.